La fin des Etats ?

C’est une sorte d’hydre à plusieurs têtes ; avant on l’appelait « GAFA » pour « Google, Apple, Facebook, Amazon » mais d’autres têtes lui ont poussé depuis… Twitter, Netflix, Uber… Et puis il y a toujours Monsanto, Total, Goldman Sachs, et quelques autres encore… mais elles ne sont pas tant que ça en définitive.

Sauf que ce monstre insatiable est en train de mener une lutte acharnée pour le pouvoir, et ce sur deux fronts en même temps : contre les citoyens bien sûr (les lanceurs d’alerte vous le confirmeront !), mais aussi contre les Etats qui refusent de se soumettre à leurs exigences -ou ne le font pas assez vite.

On soupçonnait bien qu’un jour [les financiers finiraient par se confronter aux politiques](http://calebirri.unblog.fr/2013/08/02/quand-les-politiques-sopposeront-aux-financiers/), inévitablement : leurs intérêts divergent à partir du moment où la compromission du pouvoir politique par le pouvoir financier commence à être rendue publique (Luxleaks, Panama papers pour ne citer que les affaires les plus récentes). Internet -et sa force de frappe planétaire- est un danger pour tous les tricheurs qui veulent rester discrets : c’est pour cela qu’ils poussent les politiques à adopter, pour leur propre sécurité mutuelle, des mesures restrictives sur tout ce qui concerne les libertés sur internet ; le terrorisme étant le biais idéal pour faire passer la fin des libertés sur internet comme un sacrifice difficile -mais nécessaire- à accepter.

Sacrifice qui s’ajoute à ceux exigés par les politiques quand les financiers commandent des lois aux politiques qui les servent (et se servent eux-mêmes au passage)… Contraints de faire passer la pilule auprès des peuples qui ne sont pas toujours d’accord (ce qui ajoute une raison de contrôler internet !), nos hommes politiques sont parfois quelque peu réticents à risquer leur place pour quelques accommodements avec leurs convictions. Regardez le TAFTA : des dispositions légales impliquant une égalité de pouvoir entre une entreprise et un Etat pose des problèmes à tous : les politiques rechignent à signer par peur du peuple qui doit continuer de les élire, tandis que les entreprises payent des sommes considérables pour obtenir ces signatures. Même si au bout du compte ces accords seront adoptés bon gré mal gré, le temps et l’argent perdu par les multinationales pour obtenir la légalisation de leurs comportements immoraux les empêche d’avancer comme ils veulent… d’autant que ces traités sont sujets à changements au gré des alternances gouvernementales.

Quand on pense que certaines entreprises possèdent des ressources financières parfois bien plus importantes que celles d’Etats entiers -dettes comprises !- on est en droit de se demander si des pays entiers ne pourront pas être définitivement achetés par une entreprise -un peu comme dans « les condamnés à mort », un livre que j’ai découvert il y a peu, écrit en 1920 par « Claude Farrère ». Ainsi ils supprimeraient les intermédiaires gênants qui ralentissent le bon déroulement des affaires.

Du coup se pose également la question de la démocratie : ne nuirait-elle donc pas aux affaires ? Alors que la Chine rachète tout ce qu’elle peut de par le monde, la démocratie devrait-elle empêcher « l’Occident » continuer de vivre dans l’opulence ? Cette façade idéologique marque bien toute l’hypocrisie de ce genre de discours, alors que ce sont ces mêmes Apple, Facebook ou Amazon qui exploitent le travail de ces Chinois, dont les plus corrompus gagnent des fortunes. C’est qu’en réalité il n’y a pas de combat entre le nord et le sud, pas plus qu’entre l’est et l’ouest. Le combat est celui des riches contre les pauvres. A l’heure où il est de bon ton de s’alarmer du climat, de la surpopulation, des terroristes, de la pollution, on peut se demander si l’on essaye pas de nous faire peu à peu comprendre qu’il n’y a pas de place pour tout le monde, et que par conséquent on ne gardera que « les meilleurs »…

Ce qui se passe actuellement est une offensive directe de la part de quelques entreprises géantes qui ne veulent plus se laisser emmerder par la démocratie, même fictive. Ils veulent lever le rideau et prendre les commandes en direct. [Quittes à imposer la dictature](http://calebirri.unblog.fr/2015/11/11/il-ny-a-plus-de-debat-lesclavage-cest-lavenir/).

Le mouvement de concentration des médias et leur rachat malgré leur faible rentabilité montre également à quel point la bataille de l’opinion doit quand même leur être acquise avant de donner l’assaut final. Prêts à dépenser des milliards pour obtenir nos données, pour nous faire voir le monde à leur manière, ils désirent contrôler ce que nous avons le droit de savoir ou de ne pas savoir, ce que nous devons vouloir ou ne pas vouloir, afin de continuer à nous vendre leurs produits, ainsi que leur idéologie : soyez les meilleurs, sinon vous n’aurez pas votre place parmi les « élus ».

Cette concentration constitue la dernière étape du système capitaliste, qui pourrait conduire au rachat de pays entiers par des multinationales qui gèreront les peuples à la manière de leurs entreprises, avec les moyens techniques de surveillance et de contrôle dont ils disposent. Les riches ont pris l’ascendant et sont bel et bien en train de gagner la lutte des classes. Leur puissance a atteint de tels sommets qu’il est désormais impossible de leur faire entendre raison : too big too fail, un point c’est tout !

De leur point de vue, c’est d’une logique imparable : de la même manière que Monsanto achète petit à petit toutes les entreprises qui produisent des semences « non-OGM » afin de les empêcher de « nuire aux affaires », chaque multinationale dominante désire racheter ses concurrents pour les rendre inoffensifs. Toutes les barrières réglementaires qui contraignent leur puissance est un ennemi à abattre. Et la démocratie nuit aux affaires. Comme l’écologie et les journalistes, ou les droits sociaux.

Tant que l’on ne remettra pas en cause l’idéologie qui érige la rentabilité en valeur supérieure à toutes les autres il ne peut y avoir ni démocratie ni écologie ; mais il y aura des guerres, et de la misère aussi. Car dans un monde où la rentabilité est la valeur supérieure, il n’y a pas de limite à l’exploitation de l’homme.

Caleb Irri

[http://calebirri.unblog.fr](http://calebirri.unblog.fr/)